

DÉPARTEMENT DU VAR
Arrondissement de
BRIGNOLES



Mairie de Régusse
83630

Téléphone : 04 94 70 16 23

ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
N°2024-106
Portant autorisation de travaux
Rabotage de voirie / Réalisation de purges
Création de corps de chaussée et des enrobés
AVENUE SAINT JEAN

Le Maire de Régusse,

VU La loi du 04 mars 1984 relative aux droits et liberté des collectivités locales modifiées,
VU les articles L 2211-1, L 2212-1, L2212-2, L 2213-1, L 2213-2, et L 2213-6 du code général des collectivités Territoriales,
VU le Code de la Route et notamment ses articles R 225, R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-27, R 417-10 et L 411-1.
VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-1 à L 2125-6, R 2122-1 à R 2122-8,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation routière et à l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;
VU le code de la sécurité intérieur et notamment ses articles L 132-1 et L 511-1 ;
VU le code de la voirie routière et notamment des articles L113-1 et R 116-2 ;
VU le code pénal, notamment son article R. 610-5,
VU la circulaire 96-14 du 6 février 1996 relatif à l'exploitation sous chantier et l'article 135 de la huitième partie du livre 1 de l'instruction sur la signalisation routière ;
VU l'arrêté municipal, portant réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire communal ;
Considérant la demande en date du 20 septembre 2024, pour lequel l'entreprise SAS URBAVAR, quartier les Launes, 83630 BARJOLS (accueil.urbavarsalernes@outlook.fr), sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public dans le cadre de travaux de Rabotage de voirie / Réalisation de purges, Création de corps de chaussée et des enrobés avenue de Saint Jean.
Considérant la nécessité de permettre à SAS URBAVAR d'assurer de manière satisfaisante la sécurité dans le cadre de travaux de Rabotage de voirie / Réalisation de purges, Création de corps de chaussée et des enrobés avenue de Saint Jean;
Considérant que dans l'intérêt de l'Ordre et de la sécurité Publique, il importe de modifier provisoirement la réglementation de la circulation à l'occasion de ces travaux de Rabotage de voirie / Réalisation de purges, Création de corps de chaussée et des enrobés avenue de Saint Jean;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : DEROGATION

En raison des travaux susvisés, des restrictions seront apportés à la réglementation générale de la circulation et du stationnement :

AVENUE SAINT JEAN

Article 2 : DUREE DE LA REGLEMENTATION

La restriction à la circulation et au stationnement est valable 15 jours :

DU 30 SEPTEMBRE AU 18 OCTOBRE 2024 DE 07H00 A 19H00

Article 3 : DISPOSITION

Durant cette période :

- Mise en place des panneaux Travaux ;
- Circulation par alternat manuellement selon l'avancement du chantier;
- Stationnement interdit ;
- Restriction d'une voie ;
- Interdiction de dépasser ;
- Circulation et stationnement interdit lors de la réalisation des enrobés

La signalisation temporaire sera mise et maintenue en place conformément au plan par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux qui sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

Conformément à la loi, l'affichage de l'arrêté municipal doit être apposé sur la voie publique au préalable 48 heures avant le début des travaux et maintenu en place par l'entreprise en charge des travaux.

Article 4 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE

La SAS URBAVAR sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de ses passages.

La bénéficiaire de l'autorisation doit posséder les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 5 : AGENTS D'APPLICATIONS

Tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de faire appliquer les présentes dispositions.

Article 6 : PUBLICATION

Le présent arrêté sera publié sous forme électronique conformément à la réglementation en vigueur.

Article 7 : RECOURS

Le présent arrêté sera publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

Le présent arrêté pourra faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet du Var ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon (le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique <Télérecours citoyens> accessible par le site internet www.telerecours.fr).

Article 8 : AMPLIATION

Ampliation est faite à :

- Mme la Directrice Générale des Services de la commune,
- Mr le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Aups,
- Mme la Responsable de la Police Municipale,
- Mr le Commandant de Corps des Sapeurs-Pompiers de Aups

Sont chargés chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication sous forme électronique, conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait à Régusse le 23 septembre 2024.

Le Maire, Renée JEANNERET

